

<https://www.dijon.snes.edu/spip/spip.php?article5527>



2017-2018

TOUS ENSEMBLE ET DANS L'ACTION LE 22 MARS !

- SNES académique de Dijon - Départements - Côte-d'Or - Actualités SNES 21 | FSU Côte-d'Or -



Date de mise en ligne : mercredi 21 mars 2018

Copyright © SNES Dijon - Tous droits réservés

MOBILISONS-NOUS POUR DEFENDRE LA FONCTION PUBLIQUE ET L'EDUCATION !

- **APPEL LA GREVE JEUDI 22 MARS 2018**
- **RASSEMBLEMENT EDUCATION à 13H devant le RECTORAT de DIJON pour protester contre les réformes Blanquer**
- **MANIFESTATION FONCTION PUBLIQUE à 14h30 place de la Libération à DIJON pour la défense des services publics et du statut de fonctionnaire**



ci-dessous :

– appel commun Education issu de l'AG inter-établissements réunie le 7 Mars à DIJON pour une action le 22 Mars

<https://www.dijon.snes.edu/spip/local/cache-vignettes/L64xH64/pdf-b8aed.svg>

appel commun du 7 Mars 2018

– tract unitaire FSU Fonction Publique pour la journée d'action du 22 Mars

<https://www.dijon.snes.edu/spip/local/cache-vignettes/L64xH64/pdf-b8aed.svg>

tract et déclaration FSU 22 Mars 2018

– tract contre les réformes Blanquer (lycée, bac, Parcours Sup...) : à diffuser ! (aux collègues, aux parents, sur les réseaux sociaux...)

<https://www.dijon.snes.edu/spip/local/cache-vignettes/L64xH64/pdf-b8aed.svg>

tract contre réformes Blanquer

FONCTION PUBLIQUE : 7 organisations (CFTC, CGC, CGT, FAFP, FO, FSU Solidaires) sur les 9 que compte la Fonction publique appellent à la grève et à manifester.

Une vaste entreprise de démolition des services publics, de paupérisation des fonctionnaires et de dénaturation de leurs missions est en cours sous couvert d'entrée dans le « monde nouveau », alors que la modernité appellerait au contraire le développement du commun pour répondre aux grands défis de notre époque. Le « statut », des cheminots ou des fonctionnaires, est actuellement dans le viseur, or il est avant tout une garantie pour le citoyen d'un service public impartial car ses agents sont au service de l'intérêt général et non de tel ou tel intérêt particulier.

En ce 22 mars, jour anniversaire du déclenchement de mai 68, manifestons et même « courons camarades ! », car

c'est bien le vieux monde avec son obsession de la libéralisation et de destruction des solidarités collectives qui en a après nous...

Mesures pour baisser les salaires nets des agents publics, stigmatisation des personnels avec le jour de carence, mépris pour les conditions de travail : en moins d'un an, le gouvernement a fait pleuvoir sur les fonctionnaires une avalanche de mauvais coups. C'est désormais aux fondements mêmes du statut qu'il s'attaque. Abandon de missions, 120 000 suppressions d'emplois en 5 ans, rémunérations individualisées, recours accru aux contractuels, remise en cause des instances de dialogue social (CHSCT, commissions paritaires) sont au programme. La réforme des retraites, annoncée pour 2019, vise à défaire un système solidaire déjà fortement dégradé par les réformes précédentes. Quant à l'éducation, les logiques trop connues continuent de s'y appliquer, en collège comme avec la réforme du bac et du lycée : baisse des moyens, renoncement aux objectifs de démocratisation, autonomie renforcée des établissements, bac local, mise à mal de la qualification disciplinaire des enseignants. Pas de « monde nouveau » non plus dans les mesures Blanquer.

Une grève massive et des manifestations nombreuses le 22 mars peuvent inverser le cours des choses. Le gouvernement mène en effet le pays vers un modèle libéral qui n'est pas majoritaire dans l'opinion. L'enjeu de notre mobilisation sera donc de démontrer à la population que ce qui se passe dans la Fonction publique et dans l'éducation est grave tant les changements envisagés sont profonds et touchent non seulement aux conditions de rémunération et de travail de 20% des salariés, mais aussi au modèle de société. **Au rendez vous du 22 mars, la mobilisation de chacun comptera.**

EDUCATION : Contrôle local partout, diplôme national nulle part

Par cette réforme, le gouvernement met fin à des décennies de démocratisation scolaire durant lesquelles le BAC constituait une référence commune en ouvrant l'accès à des études universitaires de son choix. Les nouvelles modalités des épreuves percutent à la fois l'organisation des enseignements et l'exercice du métier d'enseignant. Elles conjuguent le renvoi au local avec une bureaucratisation renforcée de l'évaluation.

AU NIVEAU LOCAL, à DIJON :

Suite à une AG inter-lycées qui s'est tenue à Dijon le 7 mars, soutenue par la FSU (SNES-SNUEP), le SNFOLC, la CGT Educ'action et Sud Education, une audience a été demandée à la rectrice dans le cadre de la journée d'action du 22 mars. **Un rassemblement aura lieu à 13 heures devant le rectorat.** Soyons nombreux, nous aurons un compte rendu de l'audience qui a été demandée pour le matin. Et nous pourrons ensuite rejoindre la manifestation interprofessionnelle dont le point de départ est la place de la libération à 14H30.

TOUS ENSEMBLE ET DANS L'ACTION LE 22 MARS !

